



la vie des territoires, l'avis des projets.

**Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration**  
**Séance du 27 mars 2025**

**OBJET : MARCHES PUBLICS – 1 - retrait de la délibération n°24DL064 et annulation du protocole d'accord transactionnel avec la société VALGO**

Délibération n° 18

Le vingt-sept mars deux mille vingt-cinq à midi, le Conseil d'Administration de l'Établissement Public Foncier local du Dauphiné (EPFL D) s'est réuni sur la convocation et la présidence de Monsieur Laurent AMADIEU.

Nombre d'administrateurs en exercice : **18**

Nombre d'administrateurs présents ou représentés : **11**

**Administrateurs présents : 6**

M. AMADIEU, M. CORBET, Mme MARDIROSSIAN, M. MOREAU, M. OLLEON, Mme PANTEL,

**Administrateurs absents ayant donné pouvoir : 5**

Mme BELAIR à Mme PANTEL, M. CARDIN à Mr CORBET, M. CLAPPAZ à M. DESPESSE, Mme MARTIN-GRAND à M. MOREAU, M. QUEIROS à M. AMADIEU

**Administrateurs absents et excusés : 7**

Mme BARDIN-RABATEL, M. LONGO, M. MATHIEU, M. MOCELLIN, Mme SAURAT, M. CATTIN, M. DESPESSE

Monsieur Jean-Luc CORBET a été nommé secrétaire de séance.

Mesdames, Messieurs,

Pour permettre à la Ville de Grenoble de réaliser un des aménagements prévus dans le quartier Flaubert à savoir la construction d'un nouveau groupe scolaire, l'EPFL est devenu propriétaire d'un tènement immobilier, cadastré section EL n° 051, situé 6-8 Rue Eugène Sue.

Pour préparer ce foncier à sa destination future, et réaliser la dépollution de ce site, un appel à concurrence a été lancé. C'est le groupement VALGO/CONVERSO qui a été retenu pour un total de 199 487,00 € HT dans le cadre d'un marché d'une durée de 12 mois notifié le 12 mai 2021.

Au démarrage des travaux, les entreprises titulaires du marché ont découvert des déchets amiantés dans les sols, pollution que l'EPFL ne pouvait pas connaître avant le lancement des travaux malgré les nombreux diagnostics réalisés.

Les travaux de dépollution des sols ont donc été suspendus. Un diagnostic amiante a été réalisé qui a conclu à la présence d'amiante en forte quantité.

Ainsi, après avoir pris en compte le risque sanitaire qui obligeait à agir dans les plus brefs délais et la complexité technique de ce dossier à savoir traiter des terres où se mélangent hydrocarbures et amiante, l'EPFL du Dauphiné a décidé de faire appel au département désamiantage du titulaire du marché de dépollution sans mise en concurrence, ni publicité préalable considérant qu'il s'agissait d'un avenant au marché initial prenant en compte des circonstances imprévues nécessitant d'agir dans l'urgence pour la sécurité sanitaire des personnes (travailleurs comme riverains).

Cet avenant a pris la forme d'une lettre de commande signée le 20 juillet 2021 par la Directrice financière, agissant par délégation du Directeur, pour un montant de 578 405 € HT. Pour cadrer juridiquement cette intervention de la société, un protocole d'accord a été négocié, rédigé, signé et exécuté pour réaliser les travaux de désamiantage et rémunérer l'entreprise VALGO.

Cependant, par un déféré du 16 décembre 2021, le Préfet de l'Isère a saisi le Tribunal Administratif de Grenoble, demandant l'annulation de cette modification du marché sans publicité ni mise en concurrence préalable.

Par jugement en date du 21 juin 2024, le Tribunal Administratif de Grenoble a annulé le marché et l'ensemble des accords en découlant. Pourtant, le marché conclu avec l'EPFL a déjà été entièrement exécuté par son cocontractant VALGO.

Face à ce constat et soucieux de régler à l'amiable les modalités d'indemnisation liées à l'annulation du marché public de travaux déjà exécuté, il a été proposé au conseil d'administration de valider les termes d'un protocole d'accord transactionnel. C'est l'objet de la délibération n°24DL064 du 14 novembre 2024.

Par courrier électronique daté du 7 février 2025, la préfecture a demandé à l'EPFL du Dauphiné de retirer le protocole ainsi que la délibération susmentionnée.

Selon la Préfète de l'Isère, la société VALGO aurait participé à l'irrégularité ou tout du moins ne pouvait pas l'ignorer, compte tenu de son expérience dans le domaine, objet du marché. Elle estime que la société VALGO ne peut donc pas bénéficier du remboursement de sa marge de bénéfice réalisée lors de l'exécution du marché litigieux.

Un nouveau protocole financier ayant le même objet est en cours de rédaction dont le montant à rembourser à la société VALGO est diminué de sa marge bénéficiaire. Celui-ci sera présenté au conseil d'administration ultérieurement.

Après en avoir délibéré, il est proposé au conseil d'administration de l'EPFL du Dauphiné de :

- Retirer la délibération n°24DL064 du 14 novembre 2024.
- Autoriser l'annulation du protocole d'accord transactionnel signé avec la société VALGO dont les modalités seront exécutées par l'EPFL du Dauphiné et la société VALGO.

**Conclusions : adoptées à l'unanimité**

Pour extrait conforme,  
Le Président

Laurent AMADIEU